

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 6 JANVIER 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/11 ELARGISSEMENT CHEMIN DU POUVEREL A LA GARDE - INTERVENTION A L'ACTE D'ECHANGE SANS SOULTE ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SCI SAINT ANDRE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/11

BUREAU DU 6 JANVIER 2025

**O B J E T : ELARGISSEMENT CHEMIN DU POUVEREL A LA
GARDE - INTERVENTION A L'ACTE D'ECHANGE SANS
SOULTE ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SCI
SAINT ANDRE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023
portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/12/495 du Conseil Métropolitain en date du 10 décembre 2019 portant sur les procès-verbaux de transfert à la Métropole des biens relatifs aux compétences « voirie », « espaces publics », « valorisation des espaces paysagers », « parcs et aires de stationnement » et « crématorium », ainsi qu'aux compétences antérieurement exercées,

VU la délibération N° 18 du Conseil Municipal de la commune de La Garde en date du 15 juillet 2020,

VU la délibération n°23/09/232 du Conseil Métropolitain en date du 28 septembre 2023 portant modification du procès-verbal de transfert à la Métropole des biens immobiliers appartenant à la ville de LA GARDE (avenant n° 1),

VU la délibération N° 9 du Conseil Municipal de la ville de La Garde en date du 30 septembre 2024,

VU le procès-verbal relatif aux nouvelles compétences, signé le 20 octobre 2020, et notamment l'article 9 qui prévoit la possibilité d'adaptation par les parties pour ajouter, supprimer et préciser la consistance de certains biens,

CONSIDERANT l'élargissement réalisé au droit des parcelles situées à La Garde quartier du Pouverel, cadastrées section AT n°537 et 538, appartenant à la SCI SAINT ANDRE,

CONSIDERANT la régularisation foncière envisagée sous forme d'échange sans soulte par une emprise à détacher de la parcelle communale cadastrée section AT n°672, concernée par le procès-verbal de transfert au titre des Modes de Déplacement Urbain,

CONSIDERANT que les parcelles objet de l'échange relèvent de la compétence de la Métropole en sa qualité d'affectataire et de gestionnaire,

CONSIDERANT qu'à ce jour l'acte authentique officialisant le transfert de propriété des parcelles relevant de la compétence de la Métropole n'étant pas encore signé, il appartient donc à la commune de La Garde en sa qualité de propriétaire actuel de procéder à l'aliénation du bien concerné par l'échange,

CONSIDERANT que la Métropole a proposé d'établir l'acte d'échange en la forme administrative, en sollicitant son marché dédié et en assumant d'en supporter les frais,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACTER l'échange sans soulte à intervenir entre la commune de La Garde et la SCI SAINT ANDRE, portant sur la parcelle cadastrée section AT n°1136 (90 m²) contre les parcelles cadastrées section AT n°1122 et 1124 (80 m²).

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises par la commune de LA GARDE seront incorporées dans le domaine public routier selon les dispositions de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 4

D'AUTORISER l'intervention de la Métropole à cet acte d'échange en sa qualité d'affectataire et gestionnaire.

ARTICLE 5

DE DIRE que l'acte d'échange sera établi en la forme administrative, dont les frais seront à la charge de la Métropole.

ARTICLE 6

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à recevoir et signer l'acte authentique en la forme administrative et tous documents annexes s'y rapportant.

ARTICLE 7

D'AUTORISER Monsieur Robert CAVANNA en qualité de 1^{er} Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'acte authentique en la forme administrative et tous documents annexes s'y rapportant.

ARTICLE 8

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal 2024 et suivants de la métropole Toulon Provence Méditerranée, Opération 10996 chapitre 21, fonction 844 article 2112.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 janvier 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





DELIBERATION N° 9 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 SEPTEMBRE 2024

OBJET : ECHANGE SANS SOULTE - COMMUNE / SCI SAINT ANDRE AVEC INTERVENTION DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – PARCELLES CADASTREES AT 1136, 1122 ET 1124, SISES CHEMIN DU POVEREL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Le trente septembre deux mille vingt-quatre à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 24 septembre 2024, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, 1er Adjoint au Maire. Il procède à la nomination de Mme MURENA en qualité de secrétaire de séance.

Présents : M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Christian GASQUET; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLON; Mme Josiane BERCET; M. Gilles BROYER; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.

Représentés : Mme Hélène ARNAUD-BILL donne procuration à M. Jean-Louis MASSON; Mme Hélène DELSANTO donne procuration à Mme Martine BLANC; M. Michel GUILLOUZIC donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; M. André BAULON donne procuration à M. Alain FUMAZ; M. Olivier CHELLE donne procuration à M. Gilles BROYER; Mme Bouchra BARIHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Florian JONET donne procuration à Mme Céline MURENA; M. Cyril AMARIT donne procuration à Mme Julia PEIRONET BREMOND

Absent excusé : M. Michel CAMATTE

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	25	QUORUM PHYSIQUE	13
--------------------------------	----	-------------	----	-------------------------------------	----	-------------------	----	-----------------	----

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-LOUIS MASSON

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-21 et L.2241-1,
- VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles, L.2221-1, L.3111-1, L.3211-14 et L.3221-1,
- VU** les dispositions du titre VI du Livre III du Code Civil relatif à la vente,
- VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée »,
- VU** l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,
- VU** les avis du domaine, en date du 12 juillet 2024, portant n° 2024-83062-52695 et 2024-83062-42112, fixant la valeur vénale d'une emprise de 90 m² à détacher de la parcelle communale cadastrée section AT n° 672, ainsi que de deux emprises de 78 m² et 2 m² à détacher des parcelles cadastrées section AT n° 537 et 538,
- VU** l'avis de la commission municipale URBANISME / AMENAGEMENT / TRAVAUX / PATRIMOINE en date du 10 septembre 2024,

CONSIDERANT que le chemin du Pouverel a été aligné à 3,10 mètres au-delà de la limite de la propriété de la SCI SAINT ANDRE, au droit des parcelles lui appartenant cadastrées section AT n° 537 et 538, soit une emprise de 80 m²,

CONSIDERANT que, par courrier du 11 avril 2023, la SCI SAINT ANDRE a proposé à la commune, propriétaire de la parcelle connexe cadastrée AT n° 672 sise Rue Geneviève de Gaulle- Anthonioz, un échange de terrain d'une superficie similaire à l'emprise alignée, à distraire de la parcelle communale précitée,

CONSIDERANT que les espaces concernés ressortent de la compétence Voirie de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, favorable à l'échange envisagé,

CONSIDERANT que, dans l'attente de la finalisation des transferts de propriété à intervenir au bénéfice de la Métropole au titre de cette compétence, la commune reste propriétaire de la parcelle cadastrée section AT n° 672 et ainsi seule autorisée, en vertu de son titre, à aliéner la surface concernée par le projet d'échange,

CONSIDERANT que la Métropole interviendra à l'acte d'échange, passé en la forme administrative et à ses frais, en tant qu'affectataire et gestionnaire des emprises concernées,

CONSIDERANT que, par documents modificatifs du parcellaire cadastral référencés 4149 X du 23 octobre 2023 et 4161 U du 22 décembre 2023, les parcelles à échanger ont été respectivement identifiées et numérotées :

- les parcelles cédées par la SCI à la commune sont désormais respectivement cadastrées section AT n° 1122 pour 78m² et AT n° 1124 pour 2 m²,
- la parcelle cédée par la commune à la SCI est désormais cadastrée section AT n° 1136 pour 90 m²,

CONSIDERANT que les parcelles acquises par la commune ont vocation à être classées dans le domaine public,

CONSIDERANT que, conformément à deux avis du domaine du 12 juillet 2024, la valeur vénale de chaque bien précité a été fixée à 5 580€ (CINQ MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGTS EUROS),

CONSIDERANT qu'il convient donc de procéder à un échange sans soulte des parcelles ainsi créées, eu égard à la similarité de leur nature et de leur superficie, tel qu'accepté par la SCI SAINT ANDRE par courrier du 22 août 2024.

OÙ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE l'échange sans soulte à intervenir entre la SCI SAINT ANDRE, échangiste des parcelles cadastrées section AT n° 1122 pour 78m² et AT n° 1124

pour 2 m², et la commune, co-échangiste de la parcelle cadastrée section AT n° 1136 pour 90 m², suivants plans cadastraux ci-annexés.

ARTICLE 2 : DIT que les parcelles cadastrées section AT n° 1122 et 1124, acquises par la commune, seront classées dans le domaine public.

ARTICLE 3 : DIT que la Métropole interviendra à l'acte, en tant gestionnaire, au titre de sa compétence Voirie et affectataire des parcelles cadastrées section AT n° 1122 pour 78m² et AT n° 1124 pour 2 m².

ARTICLE 4 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer l'acte authentique administratif qui sera établi par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5 : INSCRIT la recette au budget communal, Article 775.

ARTICLE 6 : INSCRIT la dépense au budget communal, Article 2211.

ARTICLE 7 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,



Le Maire,



AL'UNANIMITE :

POUR : 34

Commune :
LA GARDE (062)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 4149 X
Document vérifié et numéroté le 23/10/2023
ASDIF Toulon
Par Grégory Guelt
Technicien géomètre
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le par géomètre à

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.

A , le

Section : AT
Feuille(s) : 000 AT 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 23/10/2023
Support numérique :

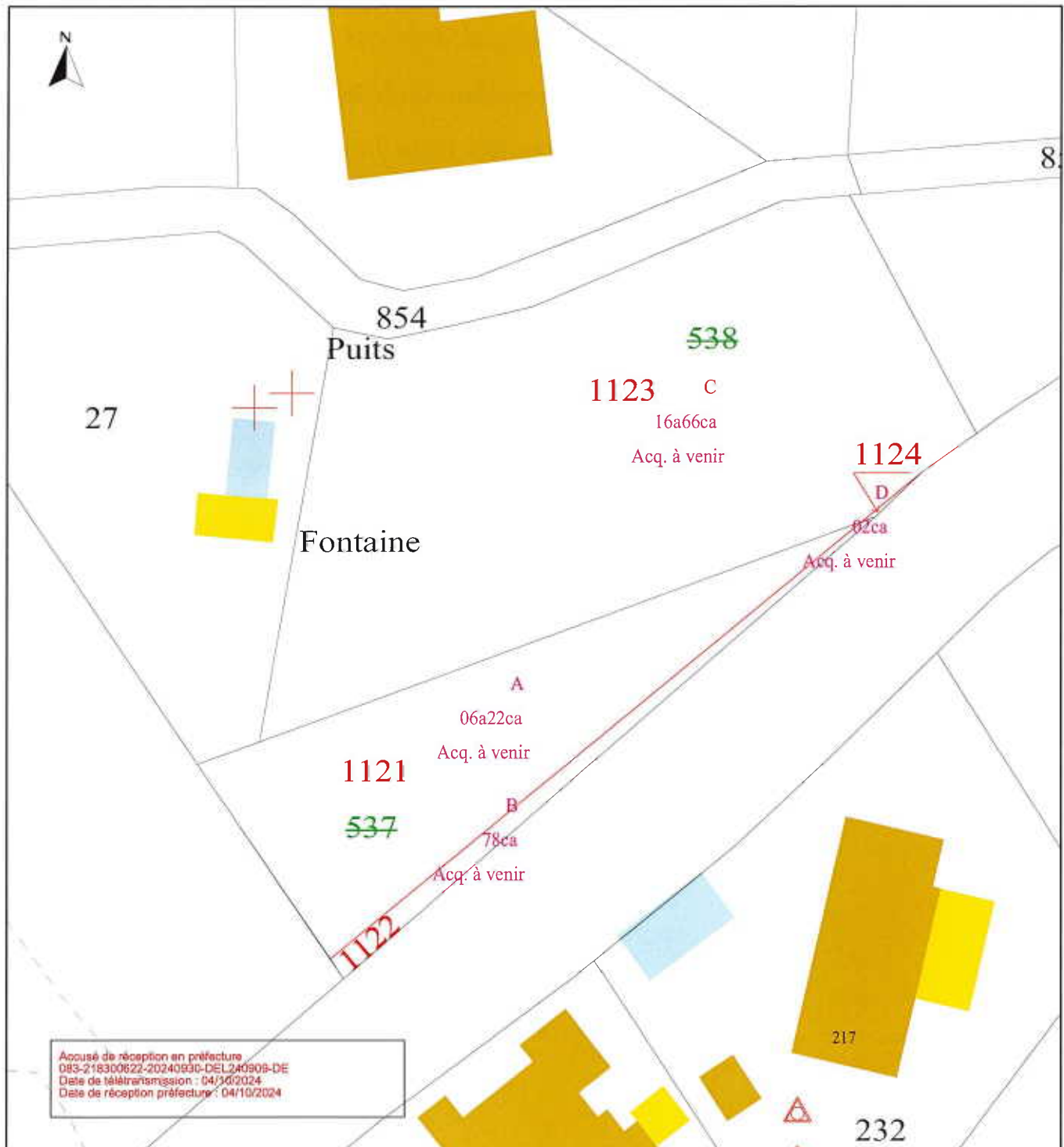
D'après le document d'arpentage
dressé

Par M. GORNIAC Simon (2)

Réf. :

Le :

(1) Rapporter les mentions utiles. Le formulaire A n'est applicable que dans le cas d'un arpentage (plan dressé par un ou deux à pied). Dans la Version B, les propriétaires peuvent avoir dressé eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien titulaire du cadastre, etc...
(3) Préciser les noms et qualité ou signature d'au moins deux propriétaires (marchandises, avoué, représentant qualifié et l'administrateur, etc...)



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20240930-DEL240909-DE
Date de télétransmission : 04/10/2024
Date de réception préfecture : 04/10/2024

Commune :
LA GARDE (062)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 4161 U
Document vérifié et numéroté le 22/12/2023
A TOULON
Par Eric MARNAIS
GEOMETRE
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

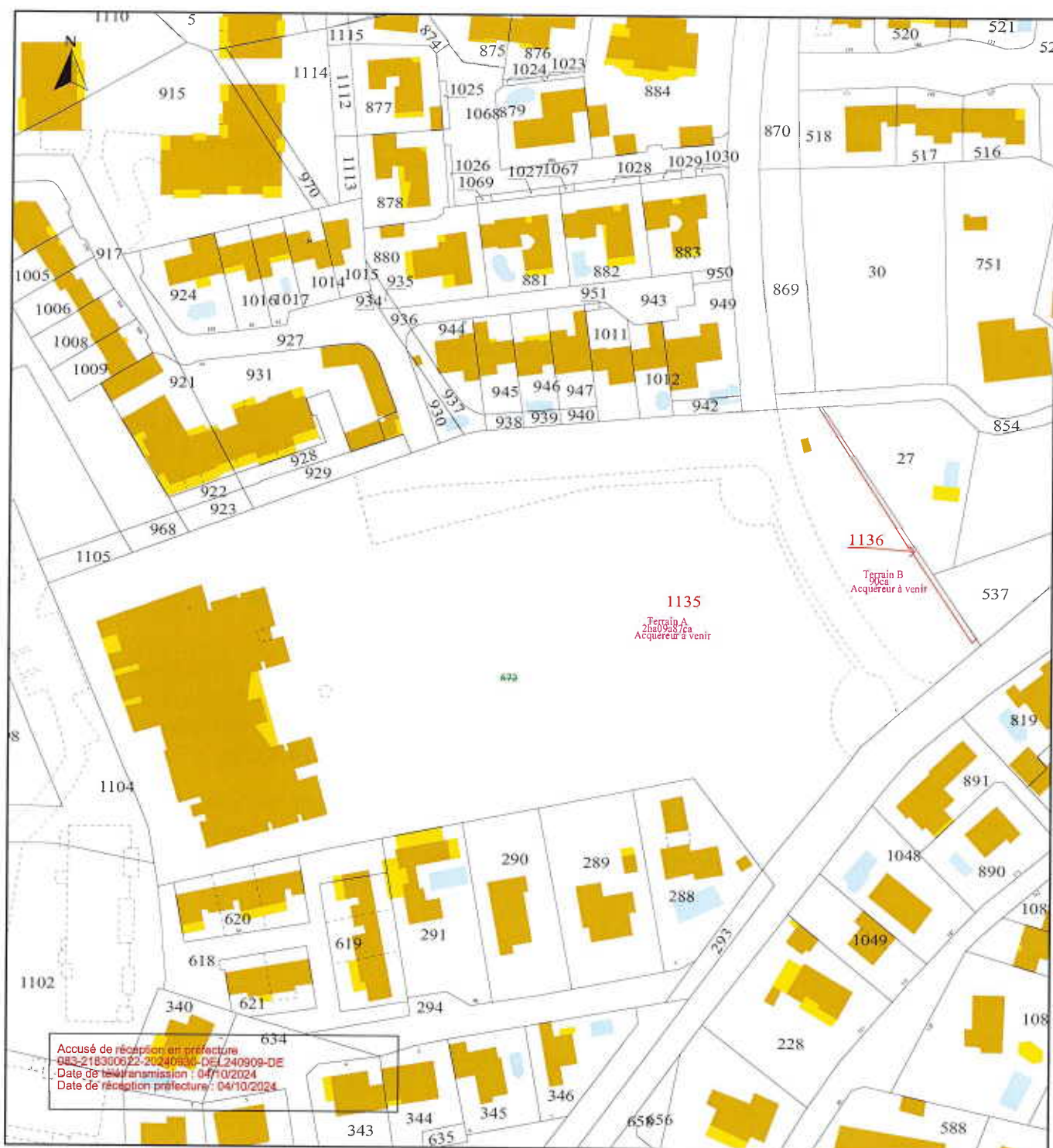
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous signés (3)
a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le par géomètre à
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la feuille 6463.
A , le

Section : AT
Feuille(s) : 000 AT 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/1500
Date de l'édition : 22/12/2023
Support numérique :

D'après le document d'arpentage
dressé
Par M GORNIAC Simon (2)
Réf. :
Le

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan envoyé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat, représentant qualifié de l'autorité émettrice, etc.).





VILLE DE LA GARDE



HELENE ARNAUD-BILL
MAIRE DE LA GARDE

La Garde, le 6 août 2024

Joël BORGOGNO
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

SYLVIA BATTISTA
DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE DES SERVICES
MANAGEMENT & PROCEDURES

Monsieur Pierre MARÇON
Gérant SCI SAINT ANDRE
570 avenue du 8 mai 1945
83 130 LA GARDE

VISA		
RESP.	DGAS	DGS

PATRIMOINE IMMOBILIER
JURIDIQUE ET CONTENTIEUX
ASSURANCES

ER/AC/24/292/F-594

OBJET : Echange Commune / SCI Saint André/intervention Métropole TPM
Parcelles cadastrées Section AT N° 1136, 1122 et 1124
Quartier Les Savels à la Garde

Affaire suivie par :
Anaïs COUVREUR
☎ 04-98-01-15-48
acouvreu@ville-lagarde.fr

Monsieur,

En suite de nos précédents échanges, je vous informe que la Commune entend poursuivre les formalités permettant de finaliser l'opération rappelée en objet.

Comme vous le savez, ces dernières ont fait l'objet d'une division et d'une numérotation pour les besoins de la rédaction de l'acte d'échange à intervenir.

Les parcelles détachées de la propriété de la SCI SAINT-ANDRE que vous représentez ont ainsi été référencées AT n° 1122 et AT n° 1124, pour une contenance respective de 78 et 2 m². Ces parcelles seront vendues à la Commune.

Tel qu'entendu, en contrepartie de leur cession à la Commune, la parcelle AT n° 1136 pour 90 m² sera acquise par la SCI précitée.

A l'appui des avis rendus par le Pôle d'Evaluation Domaniale du 12 juillet 2024, cet échange sera réalisé sans soulte, les tènements objet de cette double mutation ayant été respectivement évalués, forts de la similarité de leur nature, à hauteur de 5 580€ (CINQ MILLE CINQ-CENT QUATRE-VINGT EUROS).

C'est la raison pour laquelle, je vous informe que la Commune portera, à réception de votre accord, la présente affaire à l'ordre du jour de son prochain Conseil, pour approbation en vue de l'établissement de l'acte authentique administratif correspondant.

Pour rappel, cet acte sera dressé, en présence et aux frais de la Métropole Toulon Provence Méditerrané, gestionnaire et affectataire des emprises considérées, au titre de sa compétence en matière de voirie.

Dans l'attente de votre retour, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur Général des Services



Joël BORGOGNO



Pierre Marçon
Gérant SCI Saint André
570, Avenue du 8 mai 1945
83130 LA GARDE

La Tronche, le 22 août 2024

à
La Ville de LA GARDE
Service Patrimoine immobilier et juridique
Madame Anaïs Couvreur

OBJET : Echange de parcelles entre la commune et la SCI Saint André

Chère Madame,

Suite au courrier du 6 août dernier concernant l'échange de parcelles qui se fera par acte administratif sans soulte et aux frais de la métropole, je vous confirme l'accord de la SCI sur la proposition de la mairie mentionnée dans ce courrier.

Ainsi, vous pourrez porter à l'ordre du jour du prochain conseil municipal cette demande.

Vous remerciant du travail entrepris, je vous adresse mes meilleures salutations.

Cordialement,



Pierre Marçon